

L'Etat où les voleurs font la loi

**Reportage Valentin Dauchot
Envoyé spécial à Madagascar**

La merveilleuse histoire des soins de santé à Madagascar commence ici: au beau milieu de nulle part, dans les petits villages de brousse où vivent 80 % des Malgaches. Dans la région du Menabe à l'ouest du pays, la piste ensablée qui relie les villes de Morondave et Belo sur Tsiribihina constitue la seule et unique voie d'accès aux localités rurales. Avant le passage de deux cyclones ravageurs en début d'année, la route pouvait encore être parcourue en deux bonnes heures par temps sec. Il en faut trois aujourd'hui, avec un bon véhicule, et dès qu'arrive la saison des pluies le voyage peut durer plusieurs jours. Pour un voyageur au sommet de sa forme, c'est éprouvant. Quand on est en pleine crise de malaria ou à moitié déshydraté par la diarrhée, c'est tout simplement insurmontable.

Les Malgaches commencent donc par se soigner eux-mêmes au village à l'aide de la pharmacopée, les plantes et pratiques traditionnelles transmises de génération en génération qui permettent à la population de traiter des problèmes sanitaires de base à moindre coût avec une certaine efficacité (lire le troisième volume de cette série consacré à la médecine traditionnelle dans "La Libre" de mardi).

Désertion des médecins de campagne

Si les problèmes persistent ou s'ils sont plus graves, il reste deux solutions: consulter un médecin traditionnel, généralement un membre de la communauté qui a hérité des connaissances médicales de ses ancêtres, ou se rendre au "centre de santé de base" théoriquement tenu par un infirmier. "Théoriquement", rappelle Jean-Jacques Randrianaiyodravogo, expert Santé dans la région pour l'ONG belge Louvain Coopération. "Parce que la plupart du temps ces centres de santé sont vides. Les infirmiers envoyés en pleine brousse depuis la capitale sont très mal payés, ils n'ont aucune envie de rester, et souvent ils ne sont pas là. Beaucoup d'entre eux passent en début de mois pour pouvoir toucher leur salaire avant de retourner directement à Antananarivo."

"Je vis dans un petit village à huit kilomètres d'ici et je viens de faire deux heures de charrette après qu'un jaloux a pro-

fité d'un rassemblement de masse pour me mettre un coup de hache en pleine tête", témoigne Louis Justin, cultivateur d'une cinquantaine d'années que nous rencontrons au nouvel hôpital de Belo sur Tsiribihina construit par Louvain Coopération. "Je me suis d'abord rendu au centre de santé du village mais le docteur n'était pas là."

Pas d'argent, pas d'opération

Omniprésents, proches de la population, ouverts au troc et aux paiements à crédit, les tradipraticiens sont infiniment plus appréciés que leurs collègues de la médecine moderne, mais leurs compétences sont limitées. Les patients d'une certaine gravité n'ont d'autre choix que rejoindre les centres hospitaliers des villes les plus proches où ils arrivent souvent en très mauvais état et où certains médecins – très mal rémunérés eux aussi – exigent parfois d'être payés avant de faire quoique ce soit. "Il y a quelques mois, une femme enceinte est arrivée après avoir voyagé pendant des heures", témoigne l'épidémiologiste belge Laurence Collins qui travaille dans le sud-est de l'île depuis plusieurs années. "Elle aurait bien eu besoin d'une césarienne d'urgence, mais le chirurgien a exigé d'être payé 35 euros avant d'opérer, et les gens ont eu le temps de mourir."

La déchéance de l'Etat

Avec deux médecins pour mille habitants et un taux de mortalité infantile de 45 %, le système de santé malgache est au fond du gouffre. Malheureusement pour la population, ce n'est pas un problème isolé, mais la conséquence inévitable d'une crise bien plus profonde encore: le délitement de l'Etat.

Habitée des troubles et autres grèves insurrectionnelles, Madagascar vit dans l'instabilité politique permanente depuis le coup d'Etat mené en 2009 par le maire d'Antananarivo Andry Rajoelina sur le président Marc Ravalomanana. Placé au ban des nations suite à ce soulèvement et privé de toute aide et investissements internationaux pendant près de cinq ans, le pays a vu son économie s'écrouler, le tourisme chuter, la population s'enfoncer dans la pauvreté, et l'insécurité exploser. Malgré l'élection (contestée) d'un nouveau président début 2014, le chaos continue à régner dans tous les secteurs de la société, aujourd'hui, et le budget de la Santé a été copieusement diminué pour alimenter celui de l'Armée. "Ce qui semble logique, plaisante à moitié un observateur. Vu le contexte, il faut bien que les autorités pensent à se protéger."

Les voleurs de zébu à l'attaque

"Tout le système a été bouleversé", soupire le chef de la région du Menabe Gilbert Romain lorsque nous le

rencontrons à Belo sur Tsiribihina à la lumière d'une bougie, faute d'électricité. *"Les autorités essaient depuis deux ans de recréer un Etat de droit, mais dans la tête des Malgaches: il n'y a plus d'Etat, chacun fait ce qu'il veut."* Conséquence: l'impunité est totale, la corruption endémique, et les attaques de Dahalos (bandes armées de voleurs de zébus, NdLR) se multiplient dans tout le pays, ce qui vient encore compliquer la vie du personnel médical de brousse et celle des petits producteurs. *"Deux semaines avant votre arrivée dans la zone, nous avons dû fuir la piste en urgence et nous abriter dans un village pour échapper à des échanges de tirs entre policiers et voleurs armés de Kalachnikovs"*, se remémore le responsable du programme de Louvain Coopération à Madagascar, Dieudonné Serukabuza. *"Nous avons fini par forcer notre passage pour nous échapper."*

Dans un petit village situé non loin de là, un jeune homme nous explique que les professeurs et infirmiers de campagne constituent souvent une cible de choix pour les voleurs, qui viennent leur soutirer des informations sur les villageois. Ce qui leur fournit une nouvelle raison de fuir la brousse pour retourner à Antananarivo et laisser les locaux se débrouiller entre eux.

Une situation hygiénique déplorable

"Réinstaurer un Etat de droit est la première priorité, estime Gilbert Romain, chef du Menabe. Et puis il y a tout le reste: l'éducation, l'assainissement, la sécurité alimentaire." Largement sous-alimentée, la population est en proie à des périodes de soudure (période qui s'étend de la fin des réserves à l'arrivée des nouvelles récoltes, NdLR) de plus en plus longue. Le dérèglement des saisons et l'arrivée de cyclones de plus en plus puissants perturbent encore davantage leurs cycles de production, et la famine gagne chaque année du terrain. *"La population augmente, les familles s'agrandissent, et la production stagne parce que les techniques de culture restent rudimentaires"*, explique Erude Zafindranosy en charge de la Sécurité alimentaire pour Louvain Coopération. *"Les Malgaches sont très attachés à la culture de leurs ancêtres et assez réfractaires aux innovations. Ils cultivent tout le temps la même chose, avec les mêmes techniques, et diversifient assez peu leur alimentation."*

Faute d'accès au crédit et au micro-crédit, et compte tenu des taux élevés pratiqués par les usuriers, nombre de paysans sont par ailleurs incapables d'investir pour améliorer leur niveau de vie et de sortir d'une pauvreté structurelle.

Pêcher avec des moustiquaires

"Les gens manquent d'éducation et vivent dans des conditions hygiéniques déplorables", soupire l'expert Santé Jean-Jacques Randrianaiyodravego. *"Ils consomment l'eau du fleuve sans la faire bouillir, utilisent les moustiquaires censées les protéger des moustiques pour pêcher et tout cela favorise l'apparition de maladies qu'ils ont le plus grand mal à faire soigner par la suite."* Officiellement, le taux de scolarisation en primaire dépasse les 100%. *"Mais tous les chiffres officiels sont faux"*, dénonce Symphorien Gbonsou, conseiller régional pour le programme d'appui aux servi-

2

MÉDECINS

Avec deux médecins pour mille habitants, le système de santé malgache est au fond du gouffre.

ces sociaux de base financé à Madagascar par l'Union européenne. *"La plupart des écoles fonctionnent avec des cycles incomplets. Normalement, le primaire dure cinq ans, mais les enfants se limitent aux trois premières années car le niveau n'est pas bon. Dans la région du Menabe, seuls 400 des 2000 enseignants ont été formés. Il y avait un tel manque de professeurs que la plupart d'entre eux ont été recrutés directement par les parents. Certains touchent tout de même une petite compensation financière de l'Etat mais ils ne restent que quelques jours dans les villages pour avoir droit à leur paie avant de repartir. Nous sommes récemment allés visiter une école qui ne donnait plus cours depuis février. L'enseignant avait déserté et déclaré que tous les étudiants avaient réussi. Faute de contrôles, plongés dans la pauvreté, les gens font n'importe quoi. Comment voulez-vous que la population soit éduquée dans de telles conditions?"*

L'Etat ne s'en sortira pas

De son propre aveu, l'Etat malgache ne parviendra pas à redresser seul la situation. A l'image de l'hôpital financé à Belo par Louvain Coopération, il fait volontiers appel aux bailleurs de fonds étrangers. *"Mais à un moment donné, 80% du budget venaient des bailleurs de fonds internationaux, dénonce le créateur de l'ONG malgache "Fanamby", Serge Rajaobelina. Il faut des bailleurs pour fonctionner et financer certains programmes, surtout dans notre situation, mais si ces bailleurs se substituent au pouvoir, ça ne peut pas fonctionner. Si nous voulons que la situation s'améliore à long terme, il nous faut impérativement un plan général élaboré par les autorités, ce qui fait encore défaut aujourd'hui."*

"J'ai deux heures de charrette après avoir pris un coup de hache en pleine tête."

LOUIS JUSTIN
Cultivateur.